

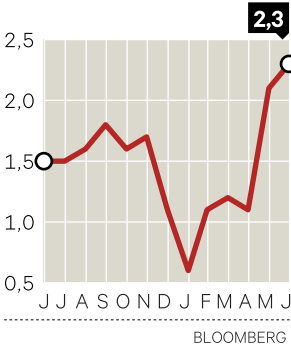
MONDE

en chiffres

ESPAGNE : L'INFLATION À +2,3 % EN JUIN

L'inflation a encore accéléré en Espagne en juin, à 2,3 % sur un an, (+2,1 % en mai), en raison notamment de la hausse des prix du carburant, selon l'estimation provisoire de l'Institut national de la statistique (INE). L'inflation a connu une brusque accélération récemment, alors qu'elle s'était établie en avril à +1,1 %.

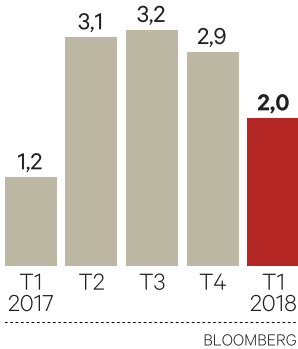
Glissement annuel, en %



ÉTATS-UNIS : LE PIB À +2 % À FIN MARS

La croissance de l'économie américaine a été révisée en baisse à 2,0 % au premier trimestre, selon une troisième estimation publiée jeudi par le département du Commerce. Mais l'activité a accéléré depuis, soutenue par la bonne tenue du marché du travail et la relance budgétaire initiée par l'administration Trump.

En rythme annualisé, en %



10,7

LE MORAL ALLEMAND
Le moral du consommateur allemand est resté inchangé à l'approche de juillet, selon une enquête de GfK. Les perspectives économiques sont assombries par les craintes de guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe.

SOMMET EUROPÉEN

Les Européens n'enterrent pas l'idée d'un budget de la zone euro

- Au Conseil européen, les dirigeants devraient faire référence, ce vendredi, au compromis franco-allemand.
- Une façon de laisser sa chance à l'idée controversée d'un budget de la zone euro.

Gabriel Grésillon @GGresillon — Bureau de Bruxelles et **Catherine Chatignoux** @chatignoux — Envoyée spéciale à Bruxelles

Ne pas tuer Meseberg. La France n'a pas ménagé sa peine, au cours des tout derniers jours, pour que le destin de la déclaration franco-allemande sur l'avenir de l'Union économique et monétaire ne finisse pas aux oubliettes de l'Histoire. Il aura fallu des discussions entre Emmanuel Macron et Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, puis des tractations au niveau de leurs sherpas respectifs, pour que ne soit finalement pas tué le compromis laborieusement trouvé par Paris et Berlin au sujet de la zone euro. Le but, pour Paris : laisser sa chance, notamment, au concept de budget de la zone euro, pour lequel Emmanuel Macron milite activement. Sauf coup de théâtre lié à la crise migratoire, les dirigeants européens

devraient donc s'entendre, ce vendredi, sur un communiqué assez bref. En plus d'acter deux avancées importantes, sur l'union bancaire et la réforme du Mécanisme européen de stabilité, celui-ci évoquera la nécessité de continuer à travailler à l'architecture de la zone euro. Le tout en tenant compte des contributions nationales... dont la déclaration de Meseberg. Le président de l'Eurogroupe, Mário Centeno, devrait obtenir un mandat du Conseil européen pour que des travaux soient menés par les ministres des Finances de la zone euro sur ces propositions.

Le verre à moitié plein

A l'Elysée, on veut voir le verre à moitié plein : « *Les Néerlandais, en mars, ne voulaient même pas qu'on évoque un budget de la zone euro.* » On note également que, par rapport à l'objectif fixé par le Conseil européen en décembre dernier, le texte de vendredi est finalement plus ambitieux que prévu puisqu'il

ouvre ces perspectives nouvelles. Il n'empêche : le grand dessein d'Emmanuel Macron pour la zone euro s'annonce laborieux à concrétiser. Si une source proche des discussions évoque le fait que « *le*

L'idée d'un budget européen attire les foudres de nombreux pays du nord de l'Europe.

temps était objectivement trop court entre Meseberg et ce sommet, surtout dans un contexte électrisé par la question migratoire », il est également indéniable que l'idée d'un budget européen attire les foudres de nombreux pays du Nord de l'Europe. Ceux-ci se sont rapidement manifestés, dans un courrier électronique adressé à Mário Centeno, pour contester la pertinence d'un budget de la zone euro.

La France va donc devoir manœuvrer très habilement. D'abord en acceptant de faire évoluer le concept. Ses mécanismes de financement, notamment, inquiètent les pays qui tiennent à leur attractivité fiscale. Dans l'un d'eux, on fustige l'idée de baser le financement de ce budget sur une nouvelle taxe sur les transactions financières ou sur une « assiette fiscale commune consolidée ».

Mais plus encore, il va falloir que la France ait du tact. Alors que Bruno Le Maire, le ministre français des Finances, a prévenu dans une interview au « Financial Times » que l'idée d'un tel budget n'était « *pas négociable* » pour la France, un diplomate européen met en garde contre l'idée que la France et l'Allemagne pourraient décider à elles seules pour dix-neuf pays. « *Le courrier à Centeno démontre avant tout le besoin de sentir un esprit collectif européen* », tranche-t-il. Le couple franco-allemand est une arme à double tranchant. ■



Les chefs d'Etat allemand et français, Angela Merkel et Emmanuel Macron, sont arrivés jeudi à Bruxelles pour un sommet qui doit durer deux jours. Photo Stéphanie Lecocq/AFP

« L'Europe doit lancer un “plan Marshall” pour l'Afrique »

Propos recueillis par **Virginie Robert** @virginierg

Petit-fils du chancelier Konrad Adenauer, Stephan Werhahn milite pour une relance de la construction européenne et un traitement plus efficace de la crise migratoire.

1 Peut-on retrouver la volonté de construire l'Europe ?

Nous vivons un moment d'urgence. Il n'y a pas d'autre choix que de nous unir face à une Amérique du « moi d'abord », à la montée des Etats autocratiques qui nous entourent, et pour répondre aux défis posés par l'Afrique et la Chine. Il faut, comme le disait Robert Schuman, des réalisations concrètes et une solidarité de fait. Nous devons avoir une stratégie commerciale vis-à-vis des Etats-Unis et une stratégie industrielle à l'égard de la Chine.

2 Comment motiver les Européens ?

Il faut revitaliser l'idée d'une Europe à valeur ajoutée. Nous avons construit au cours des siècles des démocraties, la règle de droit, un cadre multilatéral. Il faut maintenant créer un mouvement politique pour l'Europe, avec des listes transnationales, où l'on défende un modèle d'économie de marché social, à l'instar de l'ancien chancelier allemand, Ludwig Erhard. Il est très important de créer une opinion publique à l'échelle européenne. Les régions doivent être mobilisées et, pour cela, nous avons besoin d'une Constitution européenne. Tout doit se faire simultanément, parce que des résultats concrets sont nécessaires pour gagner les élections contre les populistes. Mais il faut aussi une stratégie pour l'Europe à long terme, avec comme objectif de former une république européenne.

INTERVIEW
STEPHAN WERHAHN
Président de l'Institute Europe of Market Economies



3 Y a-t-il une bonne façon de gérer la question des migrants ?

Il est nécessaire de reprendre le contrôle des frontières de l'Europe. Plus nous saurons sécuriser nos frontières, moins le discours populiste prendra. Du coup, on aura un climat plus apaisé. Les petites et moyennes entreprises dans les pays où il y a un manque de main-d'œuvre, comme c'est déjà le cas en Allemagne, pourront choisir parmi les migrants ceux qu'elles veulent former et embaucher. Nous avons besoin de pacifier le débat. Il faut bien admettre que nous avons complètement laissé tomber les Grecs et les Italiens. Les aider mieux n'est pas suffisant, il faut aussi un « plan Marshall » pour l'Afrique. Nous ne faisons pas assez. Et il faut le faire avec un esprit commercial. Il faut que la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI) financent des projets d'infrastructures, exactement comme les Chinois le font. ■

Migrants : l'Italie exige des preuves concrètes de solidarité

Le sommet européen qui a débuté jeudi a été accaparé par la question migratoire. Les divisions restaient fortes entre les Etats et l'Italie menaçait de bloquer les conclusions du sommet.

Les dirigeants européens ont tenté jeudi soir de rapprocher leurs points de vue sur une politique migratoire qui n'a jamais cessé de les diviser depuis trois ans et leur revient en boomerang. Jeudi soir, au Conseil européen, le président du Conseil italien, Giuseppe Conte a menacé de bloquer l'ensemble des conclusions du sommet s'il n'obtenait pas satisfaction sur ce sujet. Dès son arrivée à Bruxelles, il avait prévenu : « *Nous avons besoin de gestes, pas de mots.* » Exigeant une plus grande solidarité de ses partenaires européens, ce dernier entendait notamment les pousser à réorganiser l'ensemble des opérations de sauvetage en mer, avec une idée clef : ne plus être l'unique terre d'accueil des navires chargés de migrants en provenance de Libye.

Des centres fermés

Dans le cours de la soirée, le président français, Emmanuel Macron, tentait de trouver un compromis entre les pays d'arrivée des migrants. Stylo en main avec son partenaire italien, il jetait les bases d'un texte reposant sur l'idée de constituer des centres fermés, financés et gérés par l'Union européenne, dans lesquels les migrants seraient accueillis afin que leurs dossiers soient traités dans les plus brefs délais. Ceux bénéficiant de l'asile devant être équitablement répartis dans les pays volontaires de l'Union européenne. L'Italie,



Des migrants regardent les côtes siciliennes depuis l'« Aquarius », en mai dernier. Photo Louisa Gouliamaki/AFP

l'Espagne et Malte semblaient d'accord pour participer à cette initiative. Mais aucun ne s'était porté

L'Italie ne veut plus être l'unique terre d'accueil des navires chargés de migrants en provenance de Libye.

volontaire pour ouvrir l'un de ces centres – sachant que c'est l'Italie qui est aujourd'hui la destination privilégiée des migrants. Paris entendait utiliser cette proposition comme base de départ des négociations à 27, qui s'annonçaient particulièrement longues.

Ce sommet intervenait dans un contexte politique extrêmement tendu. D'un côté, les attentes d'un gouvernement italien populiste qui prospère sur un discours anti-migrants et volontiers eurosceptique. De l'autre, Angela Merkel sommée par son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, de trouver au plus vite une solution européenne pour renvoyer les demandeurs d'asile dans le pays d'Europe où ils ont effectué leur première demande.

Pour tenter de débloquer le jeu, Emmanuel Macron avait rencontré, en début d'après-midi, les dirigeants des pays du groupe de Vise-grad (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque), parmi les plus réfractaires à l'accueil de réfugiés. « *Il leur a répété que la solidarité n'était pas négociable* », indiquait

l'Elysée, mais qu'elle pouvait prendre différentes formes. On esquisse désormais l'idée que ces pays, plutôt que de prendre leur part de réfugiés, pourraient contribuer à l'effort collectif par des moyens financiers, techniques ou humains. « *Les discussions ont progressé* », veut croire Paris. Pour épargner à la chancelière Merkel une crise politique qui pourrait lui être fatale, différents pays européens, dont la France, devaient accepter de signer des accords administratifs de coopération, en ligne avec Schengen. Ils prévoiraient, par exemple, qu'un migrant débouté de sa demande d'asile en France et tentant une deuxième chance en Allemagne soit renvoyé en France. De quoi calmer, peut-être, le bouillant Horst Seehofer. — **C. C. et G. G.**